

Liberia 2007 : la guerre est finie ?

notes d'enquête sur le retour des réfugiés

par Michel Agier

far west

De numéro en numéro, reportage aux frontières, et sur ceux qui les traversent.

En usant de la destruction pour forcer les populations à l'exil, les guerres contemporaines ont fait *a contrario* de la « reconstruction » et du « retour » des mots d'ordre jumeaux, pour les instances internationales en charge de gérer l'après-guerre. Il semble bien pourtant que la reconstruction du Liberia, parce qu'elle laisse de côté ceux-là même qui repeuplent le pays, ne promette pour l'avenir qu'une paix bien précaire. État des (non-)lieux.

Au cours de la deuxième guerre du Liberia (2000-2003)¹, on estime à 900 000 (sur un total d'environ trois millions d'habitants) le nombre de Libériens ayant fui leurs lieux de résidence. Sur ce total, 340 000 personnes se sont réfugiées dans les pays limitrophes (principalement en Guinée, Sierra Leone et Côte d'Ivoire), et environ 500 000 personnes ont été des « déplacés internes » (IDPs, *Internally displaced persons*), dont 314 000 ont été regroupés dans des camps de déplacés situés principalement dans le Bong au centre du pays, et dans la périphérie de Monrovia.

En 2003, dans les camps de réfugiés de la région de Bô et Kenema en Sierra Leone, j'avais rencontré de nombreux Libériens qui venaient de Foya dans le nord-ouest du Liberia². À la frontière avec la Sierra Leone à l'ouest et la Guinée au nord, la région (*county*) du Lofa, et en particulier le district de Foya, se sont trouvés au cœur de la guerre. L'accord de paix d'août 2003, après la reddition de Taylor et la victoire du Lurd³ soutenu par la Guinée et la « communauté internationale », fut une promesse de paix et de stabilité pour beaucoup de Libériens. Ceux-ci semblaient se réjouir ou se rassuraient du soutien visible des États-Unis au processus de pacification et de désarmement, et ils étaient pressés de retourner dans leur pays. Ceux du Lofa et ceux de Monrovia en particulier avaient même manifesté devant le compound humanitaire d'un des camps de la région, le camp de Tobanda, où se trouvait de passage pour quelques heures le Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Ruud Lubbers, en décembre 2003. Aux cris de « *We wan go* », ils réclamaient leur rapatriement tout en se plaignant de la mauvaise vie qu'ils menaient dans les camps. Faire plus précisément la part dans leur révolte entre la volonté de quitter le camp et celle de retourner « chez eux » n'était pas absolument aisé; cependant le Haut commissaire aux réfugiés répondit en renchérissant avec emphase sur le second aspect, promettant un retour

proche. Mais il est évident maintenant pour tous que les conditions de vie étaient meilleures dans les camps que ce que les *returnees* ont trouvé à leur arrivée dans leur pays.

Le rapatriement des réfugiés et la réintégration des déplacés internes ont officiellement commencé en septembre 2004. Au début de l'année 2007, le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) et les autres agences onusiennes estimaient l'exercice à peu près terminé. Tous les camps de déplacés sont officiellement clos (et ne reçoivent plus d'assistance humanitaire), mais de fait, plusieurs d'entre eux restent partiellement occupés (le nombre d'occupants était estimé à 30 000 à mi-2006). Par ailleurs, 150 000 réfugiés se trouveraient encore, à la même époque, dans leur pays d'asile⁴.

Un peu plus de trois ans après avoir rencontré les réfugiés libériens dans des camps sierra-léonais, j'ai voulu voir dans quelles conditions se faisait le retour « chez eux », dans le Lofa (au nord-ouest) et à Monrovia, des réfugiés rentrant de Guinée et de Sierra Leone, et des déplacés internes. L'enquête s'est concentrée d'une part sur une douzaine de villages du district de Foya (Lofa County) et sur la ville de Foya elle-même, d'autre part sur quelques lieux de Monrovia : le camp de VOA (VOA Camp), le quartier de West point et quelques squats de la capitale. Voici quelques brèves notes de cette enquête sur les retours de réfugiés libériens.

Foya, Lofa county

Il y a bien un climat de « reconstruction » dans les villages du district de Foya. Pas de problème apparent d'accès à la terre entre les villageois. La présence des Nations unies et des ONG est importante mais leur intervention est très en retard sur les initiatives villageoises et très en dessous de leurs attentes⁵. Par exemple, la fourniture par Peace Wind Japan (PWJ), agissant sous contrat pour le

compte du HCR) des tôles de zinc pour les couvertures des maisons à construire (trois paquets de vingt tôles par maison) s'est faite d'abord à un bon rythme en 2004-2005, puis beaucoup moins par la suite. Ce qui fait dire aux villageois que les premiers arrivés ont été bien servis mais pas les suivants. Résultat : une partie seulement des maisons ont reçu la couverture de tôle ondulée de PWJ. Quelques outils agraires et des semences pour redémarrer la culture du riz ont été fournis par GTZ, l'agence allemande de coopération technique. Tout le monde fait de l'agriculture de subsistance (le *farming*) pour l'auto-consommation (riz, légumes), et la reprise est lente pour les cultures commercialisables (café, cacao). Tous les villages ont une autorité en place, les demeures des chefs sont en reconstruction.

Lors de la deuxième guerre de 2000-2003, c'est-à-dire lors de l'offensive du Lurd, les destructions des villages semblent avoir été plus importantes au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la ville de Foya. À Foya et dans les villages immédiatement alentour, des maisons sont restées debout, partiellement abîmées ; dans le même temps des habitants ont été réquisitionnés par les groupes du Lurd pour travailler au portage (café, cacao, zinc, butin des pillages) vers la Guinée, et pour nourrir les combattants. Tout cela a été plus systématique en ville que dans les villages plus éloignés. Dans ces derniers, les villageois ont fui en masse, les villages ont été désertés et, d'après les récits et les ruines encore visibles, entièrement détruits⁶. Selon le chef du district de Foya (*district commissioner*), en 2002-2003, 90 % de la population était absente, au lieu de 30 % durant la première guerre. À Sombolo, un village proche de la ville de Foya, on nous explique que les Lurd venaient de Kolahun (la première ville à l'est) et se dirigeaient vers Foya. Les villageois ne pouvaient que fuir vers le nord (Guinée), vers l'ouest (de l'autre côté de la frontière sierra-léonaise : Buedu, les villages et les camps) et vers le sud (Monrovia). Les miliciens du Lurd venaient à pied accompagnés de gens qui portaient les munitions et armes sur leur tête. Quand ils entendaient le bruit des *guns*, les villageois portaient en courant.

Ayant quitté le district de Foya en 2001-2002, les réfugiés et les déplacés internes sont revenus, exceptionnellement en 2003, quelques-uns en 2004, et surtout en 2005 et 2006⁷. On peut estimer, début 2007, que les villages que nous avons visités ont retrouvé près des deux tiers de leur population d'avant la guerre⁸.

On peut distinguer trois grandes catégories de retours. Il y a les retours de ceux qui ont le plus résisté à l'éloignement. Ce sont des villageois et ruraux qui sont allés juste de l'autre côté de la frontière sierra-léonaise dans la zone frontière de Buedu Kailahun (20 à 50 km du Liberia). Ce sont eux les premiers revenus, dès 2004 (il y a même quelques retours, plus rares, à partir de 2003). Ce sont les plus dynamiques et mobilisés maintenant pour la reprise des activités agricoles, les plus « leaders » ; mais ils n'ont en général pas été enregistrés par le HCR comme réfugiés.

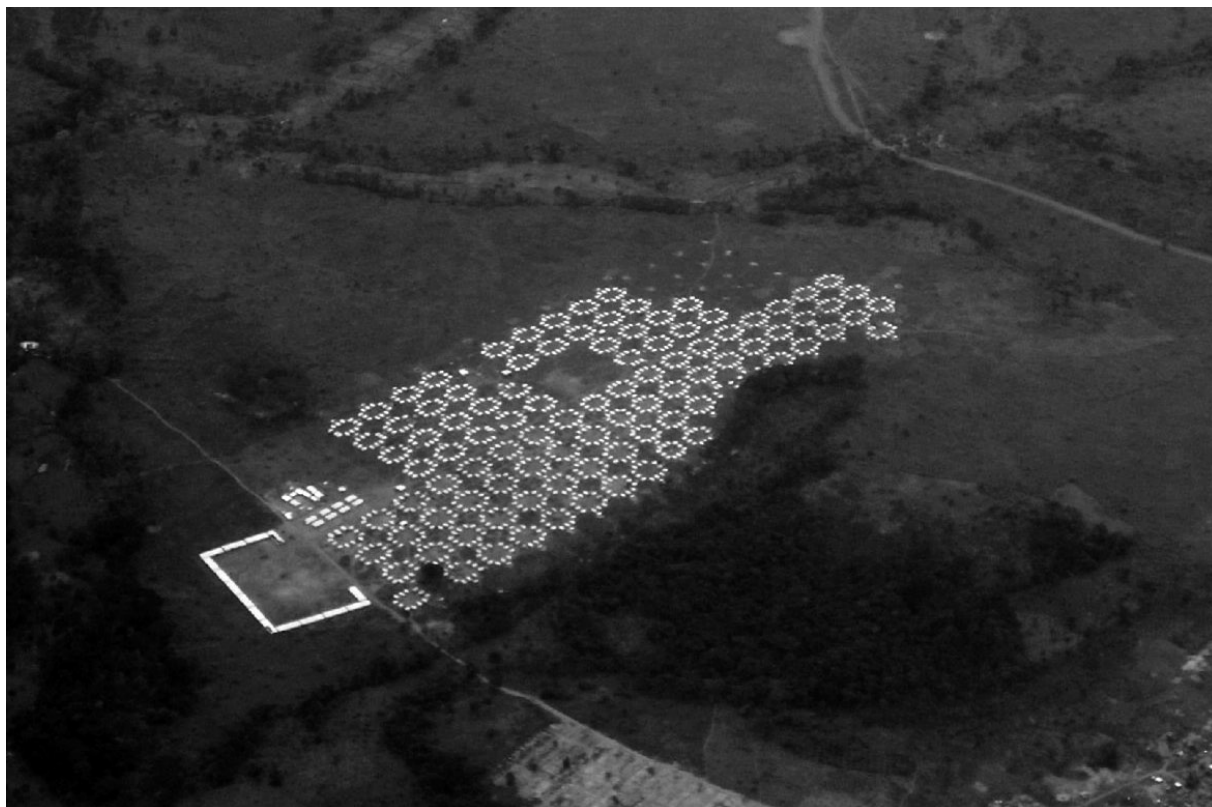
L'état d'abandon où se trouve une partie de la capitale relève d'un choix politique de renvoyer une population excédentaire sur laquelle les autorités ne souhaitent pas investir.

Différents des précédents, il y a les retours des plus « vulnérables ». Ce sont des personnes âgées, des femmes et enfants, mais aussi tout simplement des familles avec enfants, aux déplacements plus lents et plus difficiles à organiser que les personnes isolées. Ils se sont d'abord laissés emmener dans les camps du HCR – soit directement, soit indirectement par exemple en Sierra Leone après être passés par Buedu, une petite ville à quinze kilomètres de la frontière, où le HCR a évacué un camp auto-installé en 2002 pour envoyer les occupants vers les camps de Bô-Kenema. Ils ont suivi ce qu'on peut appeler la filière réfugiés officielle : enregistrés dans les camps de Guinée et Sierra Leone, rapatriés et enregistrés à l'arrivée dans le centre de transit de Foya géré par Peace Wind Japan pour le HCR⁹ : ce centre a reçu un peu moins de 18 000 arrivées enregistrées au cours des années 2005 et 2006, dont 56 % venant des camps de Bô-Kenema en Sierra Leone, et 44 % des camps de Guinée¹⁰.

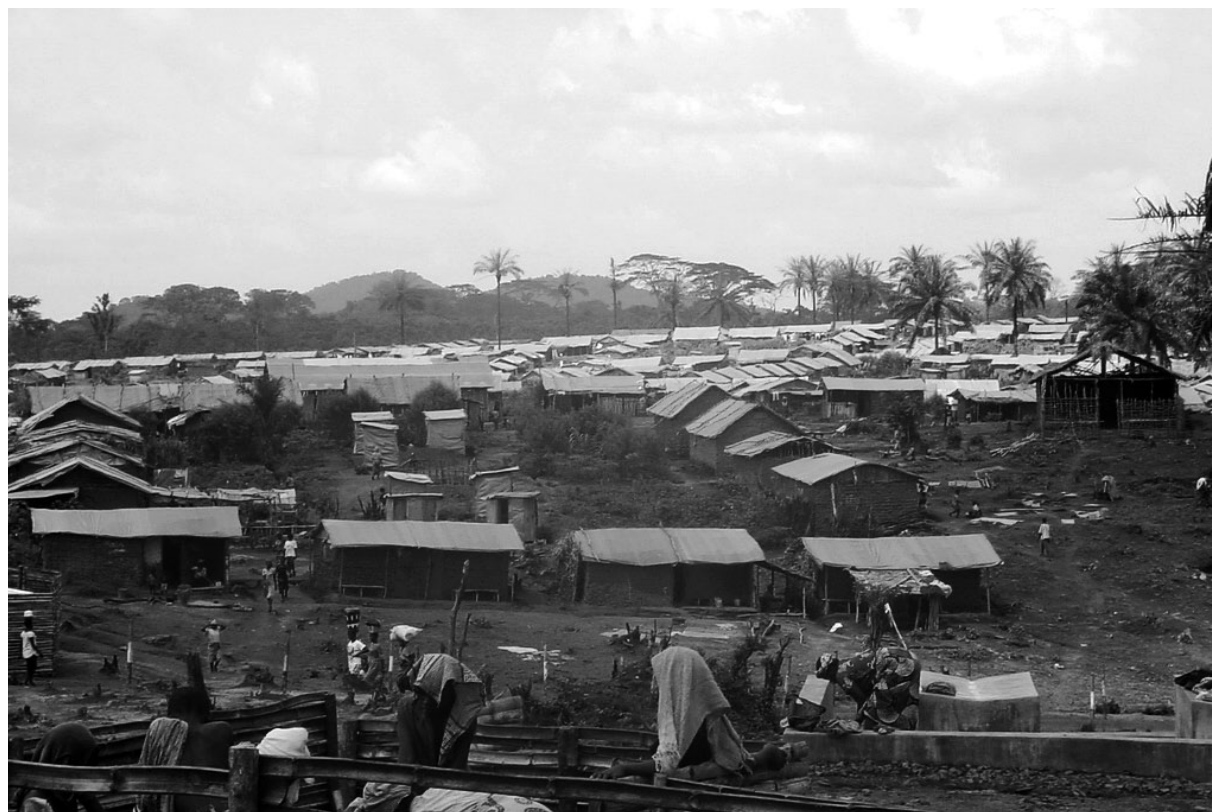
En troisième lieu, on peut distinguer les plus dotés, forts, malins ou aventuriers, mais aussi les moins attachés aux villages. Ces derniers sont allés à Monrovia directement ou après un détour par la Sierra Leone (des jeunes, des chefs, des notables) ou par les camps de déplacés de la région de Monrovia. Certains ne sont pas encore rentrés, ils hésitent encore. De l'avis général des villageois rencontrés dans la région de Foya, ceux qui tardent le plus à revenir ou ne reviendront pas, dit-on, sont ceux de Monrovia. Parmi eux, des jeunes en fin de cycle scolaire primaire (12^e degré) projetant d'aller au collège. De nombreux autres sont manquants (*missing*), sur lesquels les villageois n'ont pas d'informations très précises.

Monrovia

VOA Camp. À la sortie de Monrovia sur la route de la Sierra Leone, VOA Camp est le plus ancien et a été le plus grand camp de déplacés internes de la région¹¹. Ouvert en 1992, il compta 26 000 réfugiés sierra-léonais et déplacés libériens en 1992-1993 et jusqu'à 36 000 en 1998. À cette date, d'autres camps ont été ouverts autour pour en éviter le surpeuplement. VOA Camp a été officiellement fermé en



«Zone 12» du camp de Kuankan en Guinée forestière, ouverte par Médecins sans frontières en 2002 pour recevoir un nouvel afflux de réfugiés libériens pendant les derniers assauts du Lurd contre les forces de Taylor et avant l'accord de paix d'août 2003. Cette zone a été fermée en 2004. Photo: Médecins sans frontières.



Camp de réfugiés de Tobanda (Sierra Leone, région de Bô-Kenema), novembre 2003. À cette date, le camp accueillait 7 500 Libériens arrivés depuis moins d'un an. Photo: Médecins sans frontières

2005. Les organisations onusiennes et les ONG qui y opéraient ont quitté le camp à la demande du gouvernement libérien et du HCR. Trois employés libériens d'ACF vivant à Monrovia ont fondé en 2001 une ONG locale (ANDP, Aid for Needy Development Program) qui n'a commencé à fonctionner qu'après le départ des ONG internationales et des agences onusiennes du camp, en 2005. Selon les responsables de cette ONG locale, il y aurait 4 000 personnes dans VOA Camp, pour moitié des réfugiés sierra-léonais, et pour l'autre moitié des IDPs libériens. D'autres personnes donnent des chiffres plus élevés (3 700 Sierra-Léonais enregistrés par le HCR avec carte d'identité de réfugié du HCR auxquels s'ajouteraient 2 000 Sierra-Léonais non enregistrés, selon des représentants des réfugiés sierra-léonais présents dans ce camp en 2007). Les deux leaders sierra-léonais qui nous parlent sont au Liberia depuis 17 ans; ils sont allés dans différents camps. Ils ne veulent pas retourner en Sierra Leone pour des problèmes de sécurité ou de santé.

Le VOA Camp est à la fois visiblement occupé et peu peuplé (au moins dans la journée), les gens sont dehors pour chercher des opportunités de travail. Il y a un travail possible de manœuvre sur la plage près du camp: il consiste à charger et décharger des camions de sable. Bien que le camp soit loin de Monrovia, ça vaut mieux que d'être en ville, nous dit-on, car dans le camp l'habitation est gratuite¹², l'eau également, et les conditions sanitaires sont meilleures que dans les quartiers populaires de Monrovia où se trouvent les déplacés.

Un peu plus loin, des déplacés libériens habitent dans l'ancien immeuble de la radio VOA qu'ils ont squattés. Les uns ne sont pas enregistrés comme IDPs, les autres sont en attente d'une aide pour le rapatriement (voyage et aide sur place). L'immeuble n'a pas d'eau ni d'électricité; des pièces ou des grandes salles communes sont très sommairement aménagées (un matelas, une chaise, un feu pour la cuisine). Cela donne une impression de grande précarité, mais là encore on ne peut pas bien évaluer le nombre d'occupants réels, car dans la journée l'immeuble est presque vide.

West point. Situé sur une langue de terre entre le fleuve et la mer que longe la ville de Monrovia, West point est un quartier très pauvre. Il compte aujourd'hui plus de 60 000 habitants. C'est un quartier extrêmement précaire, sauf dans la pointe finale, près du fleuve, occupée par des familles de pêcheurs ghanéens installées depuis longtemps, appelée Fanti town, où les maisons sont construites en dur, plus grandes que dans le reste du quartier, et forment des cours. La majeure partie du quartier est composée d'un labyrinthe de ruelles minuscules et insalubres qui passent entre des maisons en tôle, parfois de très petite taille. Dans certains endroits, on longe la plage, où alternent les pirogues de pêcheurs, les tas de débris étalés sur le sable, les terrains vagues où des enfants jouent au foot.

La guerre a laissé un vaste espace disponible pour des investisseurs étrangers qui se partagent les zones de l'hévéa, des minerais, de l'or, et pour qui le contrôle de l'ordre est la base de leur action.

Les gens rencontrés dans ce quartier¹³ ont vécu des itinéraires qui renvoient à différents lieux et moments de la guerre. Des déplacés internes libériens ayant passé plusieurs années dans les camps de IDPs avant de venir à West point après la fermeture des camps en 2005, ce qui recoupe les données recueillies à Foya sur les « manquants » des villages. Des réfugiés sierra-léonais ne voulant plus retourner en Sierra Leone pour des raisons de sécurité ou parce qu'ils ne savent plus où se réinsérer socialement. Des personnes ayant toujours vécu à West point depuis le début de la guerre, et relatant des épisodes de violence au sein du quartier où les combattants de chaque camp ont été présents. Des réfugiés libériens ayant vécu en Guinée dans les camps de réfugiés (Guékédou, Kissidougou). À quelques exceptions près, il s'agit de personnes vivant dans une grande précarité économique et urbaine; les habitants semblent être dans une survie *a minima* sans aucune issue. Il y a aussi des Nigériens, des Guinéens, tous venus à Monrovia pour chercher du travail (« *business! business!* ») ce qui est peut-être le signe d'un relatif optimisme lié au climat de « reconstruction ». Dans la partie du quartier la plus pauvre, une baraque en tôle d'une pièce est louée 250 dollars libériens par mois (5 dollars américains).

Squats. À Monrovia, il y a des squats partout, dans des anciens hôtels, dans des immeubles en construction, des maisons désaffectées, des maisons à moitié détruites par la guerre.

Dans le quartier Congo Town, il y a le squat d'un immeuble inachevé. Le rez-de-chaussée et trois étages sont occupés. Selon certains occupants, il y aurait là 2 500 personnes. Ce sont des déplacés de plusieurs régions, dont Nimba, Bony, Lofa, les plus touchées par la guerre. Ce squat est dirigé par un *chairman*, qui est là depuis la première installation du squat en 1991, lors de la première guerre du Liberia. On nous dit qu'il est élu mais on l'appelle aussi le *boss*. Sa femme a la plus grande boutique dans le rez-de-chaussée de l'immeuble où se tient un petit marché permanent (vivres et objets de première nécessité). Les gens n'ont pas d'emploi,

certaines vivent en cassant des pierres qu'ils vendent sur le bord de la route.

Un autre squat est celui d'un hôtel délabré, occupé par des déplacés depuis 2003. Il était auparavant occupé par l'armée de Charles Taylor qui l'avait réquisitionné. Le bâtiment compte sept étages, il est situé sur une petite colline au bout de l'avenue principale du centre de la ville. Là aussi il y aurait environ 2 500 habitants selon le *chairman*. Celui-ci est un ancien employé de l'hôtel qui est resté là depuis sa réquisition par l'armée et qui a été reconnu comme l'autorité du lieu par les déplacés qui sont arrivés ensuite. C'est lui qu'ils vont voir pour avoir l'autorisation de s'installer. Il est là depuis des années en espérant qu'après tout ça, l'hôtel sera remis en état, ouvrira à nouveau et que lui, enfin, retrouvera son emploi...

D'une manière générale, le climat est à la « reconstruction », particulièrement en zone rurale. Les retours dans les zones rurales de départ, autour de 60 %, sont significatifs, même si cela signifie avec autant de force que 40 % de la population déplacée pendant la guerre reste aujourd'hui manquante. La présence d'agences onusiennes et d'ONG est importante, mais leur efficacité est loin de l'attente de villageois qui s'investissent beaucoup dans le redémarrage de la vie économique et sociale locale. La forte présence de la « communauté internationale » à travers ses multiples agences onusiennes et de nombreuses ONG, mais aussi avec la présence, régulièrement renouvelée, de 15 000 soldats de l'Unmil (United Nations Mission for Liberia), illustre davantage une volonté de contrôler la situation en occupant ostensiblement le territoire national, urbain et rural, que d'œuvrer directement à la reconstruction sociale et économique, comme le laisse entendre la justification officielle de cet engagement international. L'effet le plus marquant de cette présence est d'avoir supprimé du paysage apparent les milices engagées d'un côté ou de l'autre de la guerre, et de maintenir ainsi l'image d'une pacification rassurante à court terme. La guerre a aussi laissé un vaste espace disponible pour des investisseurs étrangers qui se partagent les zones de l'hévéa, des minerais, de l'or, et pour qui le contrôle de l'ordre est la base de leur action.

Des problèmes importants existent à Monrovia, où règne une grande précarité économique, sociale, urbaine : des quartiers marginalisés se développent à l'image de West point, les ex-camps et les squatters restent en place sans solution alternative. Cependant, l'état d'abandon où se trouve une partie de la capitale relève, *in fine*, d'un choix politique de renvoyer une population excédentaire sur laquelle les autorités ne souhaitent pas investir. Une conception de « nettoyage » de la ville est sous-jacente à la non-politique sociale urbaine des autorités nationales et internationales qui contrôlent le pays. D'autre part, l'Unmil étouffe régulièrement les tentatives de formation de milices urbaines issues des anciennes milices guerrières et susceptibles de les recomposer à la pre-

mière occasion (par exemple pour avoir des « contrats » en Côte d'Ivoire ou en Guinée). De l'avis général, le départ, programmé et régulièrement reporté, des forces armées de l'ONU et une diminution de l'engagement américain auraient pour effet de faire sauter très vite le verrou qui maintient le pays dans une paix et une stabilité apparentes, qu'illustre le paradoxe de Monrovia : la grande avenue de la ville vient d'être fleurie, un très grand stade de football vient d'être construit ; et pendant ce temps la ville devient un immense camp de déplacés et de squatters. ■

[notes]

1. Ces notes ont été prises lors d'une mission réalisée en janvier-février 2007 dans le cadre de la mission Liberia de Médecins sans frontières (France). Merci aux équipes MSF de Monrovia et Foya pour leur accueil. Merci à Sophie Baylac pour les contacts et les informations sur Monrovia.
2. Voir Michel Agier, « Réflexions sur la peur, le pardon et le retour des réfugiés libériens », *Vacarme*, n°27, printemps 2004, p. 24-27, et « Le son de la guerre. Expériences africaines de l'errance, des frontières et des camps », *Politix, Revue des sciences sociales du politique*, n°69, 2005, p. 83-99.
3. Liberian United for Reconciliation and Democracy, groupe rebelle formé au début de l'année 2000, rapidement soutenu par le pouvoir guinéen, des conseillers militaires britanniques et par la diaspora américano-libérienne aux États-Unis, et plus généralement par la « communauté internationale » cherchant entre 2001 et 2003 à renverser à tout prix Charles Taylor (voir notamment Jean-Hervé Jezequel, « Liberia : un chaos orchestré », in F. Weissman, *À l'ombre des guerres justes*, Paris, Flammarion / MSF, 2003, p. 171-190).
4. Un bilan d'ensemble et une analyse des retours ont été établis par une enquête de l'ONG Action contre la faim (ACF) ; voir Thomas Laporte Weywada, *Liberia – halfway through the return process*, ACF, juin 2006.
5. Une dizaine d'organisations internationales, onusiennes et humanitaires, sont présentes à Foya.
6. Il serait également possible de recenser les morts par village. Les villageois en ont un compte précis, bien identifié, pour la première guerre (1990-1996) et la deuxième (2000-2003).
7. Le désarmement du Lurd a eu lieu courant 2004.
8. Cette estimation recoupe en partie les informations du *district commissioner* de Foya : pour l'ensemble du district, il y avait selon lui 80 000 personnes avant la guerre, et 60 000 maintenant, soit les trois quarts ; pour la seule ville de Foya, 22 000 habitants avant la guerre, 15 000 à 16 000 actuellement, soit autour de 70 %. Notons qu'en 2000, MSF a fait un comptage de la population pour une campagne de vaccination : on a alors recensé 122 800 habitants dans tout le district, ce qui ramènerait à un taux de 50 % à 60 % la récupération aujourd'hui de la population d'avant la deuxième guerre.
9. Ils reçoivent dans les centres de PWJ une ration alimentaire de deux mois (renouvelable pour deux autres mois), quelques ustensiles ménagers, couvertures, savons, etc.
10. Pour les années 2005-2006, PWJ a enregistré dans le centre de transit de Foya 17 750 rapatriements dans 59 convois (33 convois de Sierra Leone comprenant 9 954 personnes, 26 convois venant de Guinée avec 7 796) : il y a parmi ces convois de *returnees* 55 % de femmes, 13 % de « vulnérables », 20,5 % d'enfants de moins de cinq ans.
11. Le nom du camp vient de l'ancienne station radio (antenne et immeuble de la radio émettrice) « Voice of America » à côté de laquelle a été installé le camp.
12. La location des cases est fréquente (des Sierra-Léonais louant aux Libériens) pour 1 dollar américain environ par mois. Cependant, quand un réfugié part, le HCR l'oblige à détruire sa maison comme un engagement à ne pas revenir.